

Pour une candidature communiste « intérimaire », utile à l'union et au changement.

Peu aguerris à la course à l'inscription et à la règle des 4 minutes j'exprime le point de vue qui suit.

Nous vivons une période de crise inédite : crise sanitaire qui entraîne une crise économique et sociale énorme. Crise démocratique, avec une baisse croissante de la participation électorale, qui témoigne du sentiment presque majoritaire dans le pays, que le vote et la politique ne changeront rien à nos vies. Crise de confiance, face à un gouvernement qui porte un tournant autoritaire du libéralisme, notamment avec la loi sécurité globale. Crise sociétale, où un affrontement de plus en plus préoccupant se joue entre les tenants d'une vision dénaturée de la laïcité qui tentent de gommer ce qui a évolué dans notre société avec les apports successifs des migrations, et ceux qui au contraire pensent l'exception Laïc à la française comme le seul moyen de faire vivre une société riche de sa dimension multiculturelle.

Cette situation à générer des réactions populaires pleines d'intérêt : les gilets jaunes, avec certes beaucoup d'aspects contradictoires, mais également une forte aspiration populaire à se mêler de la politique. Le mouvement contre la réforme des retraites. Et plus récemment les mobilisations contre les violences policières, la loi sécurité globale, la loi « séparatismes » ...

Dans la période certaines initiatives politiques avaient retenu mon attention : l'appel sur « l'archipel des gauches » porté par Clémentine Autain et Elsa Faucillon, la vidéo virale de Vincent Lyndon, Quel que soit le regard que l'on puisse poser sur ces initiatives, elles présentent l'intérêt de poser la question d'un changement radical, d'une rupture et d'une dynamique de rassemblement.

Aujourd'hui ces aspirations à un changement profond, qui ne se contente pas de petits accommodements avec le libéralisme, risque encore une fois de ne pas trouver de traduction politique concrète, et potentiellement majoritaire. Cette absence « d'espoir » immédiat et unitaire à gauche, risque d'aggraver la crise de confiance dans la politique et renforcer l'abstention.

Dans un tel contexte, quel rôle le PCF doit-il jouer, notamment (tout ne se résume pas à ça) pour les prochaines échéances électorales ?

De ce point de vue les débats du CN m'inquiètent. J'ai perçu une forme de schizophrénie entre la volonté d'une dynamique unitaire aux élections régionales et départementales de 2021, et un repli identitaire aux échéances nationales de 2022. Alors bien sûr ces élections ne sont pas de même nature. Bien sûr les enjeux ne sont pas les mêmes. Bien sûr il est bien plus simple de se mettre d'accord avec des forces réformistes sur les enjeux de la gestion locale, que sur les ruptures nécessaires au plan national et européen. Bien sûr il ne m'a pas échappé que les communistes lors du congrès, ont majoritairement décidé de présenter des candidats à chaque élection, et d'agir contre l'effacement du parti.

Pourtant, je crains que l'absence d'une cohérence politique dans la manière d'aborder globalement ces différentes échéances, rendent illisible notre stratégie et concourent (à l'inverse du but recherché) à une accélération de notre effacement. L'exemple des européennes, malgré une excellente campagne, ne devrait-il pas nous conduire à « réajuster » notre vision.

Je vais essayer de formuler synthétiquement ce que j'attends d'une stratégie à la hauteur de l'urgence démocratique et sociale à laquelle notre pays est, et sera durablement confronté.

La première urgence à traiter est démocratique, et doit contribuer à faire que les « citoyen.nes s'en mêlent » et ne laissent pas les Etats-Majors politiques tout régler entre eux et au « sommet ». Ce que nous avons réalisé à Ivry dans le cadre des élections municipales, en proposant la constitution d'une liste composée d'un tiers de candidat.es issu.es du PCF, d'un tiers des autres forces de gauches et d'un tiers de citoyen.nes désigné.es en dehors des organisations politiques ; a permis de gagner face à une « opération » qui rassemblait la FI, EELV et le PS. Notre force politique ne s'est pas effacée. Elle a au contraire démontré son utilité pour rassembler et rendre possible une vraie diversité d'engagements. La base politique transformatrice que portait notre rassemblement, n'a pas souffert d'un quelconque affaiblissement, du fait d'avoir été co-construite avec d'autres. Je ne prétends pas qu'une telle expérience soit strictement reproductible à l'échelle des échéances à venir, mais elle peut modestement « inspirer ».

Et je ne fais ici aucune confusion avec la candidature de Melenchon, qui est à la dynamique citoyenne ce que le « canada dry » est à l'alcool. En partant encore une fois dans un élan de « qui m'aime me suive », et mettant les citoyen.nes et l'ensemble des forces de gauches devant le fait accompli, il crée les conditions de tuer dans l'œuf toute possibilité de rassemblement utile au changement.

Prendre dès à présent l'initiative de construire des « assemblées citoyennes de circonscription » ouvertes aux citoyen.nes et aux forces politiques de transformation; y mettre en débat nos propositions de contenus pourrait nous permettre de bousculer un peu le paysage. Nous sommes aujourd'hui encore, la seule force de gauche disposant d'une force militante de proximité rendant possible ce type d'initiative. Nous pourrions même dans ce cadre, donner corps à notre volonté de construire une sixième république, et d'inverser le calendrier électoral. C'est dans le cadre de la construction des législatives que devrait émerger une candidature de rassemblement pour les présidentielles. Ce serait un bon moyen de faire reculer la logique mortifère des égos, et de marquer une rupture lisible avec le présidentielisme qui structure dangereusement la vie politique, depuis trop longtemps.

Une candidature communiste n'est donc pas, de mon point de vue une priorité. La seule condition qui la rendrait utile, serait d'afficher dès le départ sa fonction d'aiguillon sur les contenus et la dynamique d'union. Clairement elle n'aurait pas vocation à se maintenir jusqu'au bout. Un positionnement de cette nature pourrait nous rendre audible, bien plus qu'une forme de « ben puisque c'est ça... nous aussi on y va ».

Se dire dès maintenant que tout serait « perdu d'avance », que de toute façon les socialistes, les écologistes et les insoumis auront des candidats, et que donc il n'y aurait pas de raisons que nous ne participions pas à cette éparpillement, serait mortifère, encouragerait l'abstention, et accélérerait notre effacement. Le risque serait alors immense, d'un nouveau duo Macron-Le Pen, dont l'issue serait cette fois encore plus incertaine. Ce serait y compris prendre une part de responsabilité dans le fait de laisser à penser que l'urgence de transformations n'est pas si grande et que notre peuple pourrait bien après tout supporter 5 années de plus de ces politiques ultra-libérales.

Philippe Bouyssou

